

Interview

« PPTE : LA DETTE PAS EFFACÉE MAIS TRANSFORMÉE »

Quelle est la part de la consommation des ménages dans la formation du PIB ivoirien ? Le P^r Samuel Mathey, expert en stratégie et en management, apporte une réponse qui permet de mieux comprendre l'état de l'économie ivoirienne et l'apport des exportations non conventionnelles aux économies africaines.

Marchés Africains : À vos yeux, quels facteurs justifient la vigueur subite de la croissance ivoirienne qui, de - 4 % en 2011, a fait un bond à 8,6 % en 2012 ?

P^r Samuel Mathey : Sur la croissance, nous avons beaucoup de sources pour tous ces chiffres. Ceux de l'OCDE et de la Banque africaine de développement (BAD) indiquent - 5,9 % en 2011 et + 8,6 % en 2012. Ce qui est important dans ces cas c'est la tendance et cette tendance indique un bond spectaculaire de l'économie ivoirienne entre 2011 et 2012 (prévisionnel). Mais cela désigne d'une part la croissance d'un pays, d'autre part la croissance par habitant, cette dernière statistique étant la plus importante, car elle nous ramène à l'impact véritable de la croissance. Par exemple, une croissance de 8 % à partager entre 1,3 milliard de personnes en Chine n'est forcément pas la même chose que 8 % au Ghana où le partage concerne 25 millions de personnes. Donc, il faut tenir compte de cette échelle souvent oubliée : la croissance par habitant. En Côte d'Ivoire, elle s'établissait plutôt à - 8,1 % (contrairement au - 5,9 % au niveau pays) en 2011, tandis qu'en 2012, elle s'affiche à 6,4 % au lieu des 8,6 % observés pour le pays. Par ail-

À partir du PIB (chiffres de la Banque mondiale), on prend en compte quatre éléments : la consommation des ménages (+ 8 %), les investissements des entreprises (pas de chiffres fiables), les dépenses du gouvernement (+ 4 %) et enfin la balance commerciale (exportations à + 2 % et importations à + 8 %). Si l'on se base sur ces chiffres, on note une petite embellie de la consommation des ménages qui justifie plus ou moins cette augmentation du PIB ivoirien. Il est important de noter que généralement la consommation des ménages (achat de biens, santé, services...) représente environ + 70 % du PIB.

La consommation des ménages est-elle la seule source de cette envolée ?

Non, on observe une croissance des dépenses gouvernementales (redéploiement progressif de l'administration, recrutement dans l'armée et la police...) ainsi qu'une augmentation des investissements qui devrait se poursuivre avec le programme PPTE.

Il y a eu aussi, au niveau de l'investissement le retour, notamment de sociétés parties durant la crise, et le début de la normalisation des activités de celles qui sont restées. Dans le futur, le retour de la BAD vers son siège

ivoirienne a montré une capacité de résilience qui a permis de former cette croissance de 8,6 %. Ajoutez à cela le mécanisme dit des « pays pauvres très endettés » (PPTE), qui fait que la dette a été annulée et transformée en un projet de développement. On n'a pas effacé la dette, mais, dans le cadre du programme PPTE, demandé de l'utiliser pour investir dans des projets de développement.

Justement, quels sont les secteurs du développement qui bénéficieront en 2012 de l'annulation des 3/4 de la dette ivoirienne ? Quelles raisons déterminent le choix de ces secteurs ?

De nombreuses études ont été menées pour essayer d'expliquer pourquoi des pays comme la France et les États-Unis se sont développés. Les plus reconnues dans le monde sont celles de Robert Barro, éminent Pr à Harvard, ou d'Angus Maddison (1) avec *Dynamic Forces in Capitalist Development*. Toutes font ressortir que ces pays ont beaucoup investi dans trois secteurs : l'éducation, la santé et les infrastructures. Le développement est intervenu après ce lourd investissement. Dans les infrastructures, on cite quatre types : les routes, les communications (Internet, téléphonie, etc.), l'électricité et l'eau.

Des études ont montré que le taux de couverture Internet de l'Afrique est à 3 % de la population pour une moyenne mondiale de 14 %. Même constat affligeant au niveau de l'eau potable, où la moyenne d'accès à l'eau potable sur le continent est de 60 % comparé à 90 % en Amérique latine. Pour ce qui est des routes, moins de 10 % sont bitumées. Autre élément mis en avant par ces travaux d'experts, les « lag » : il faut attendre environ 30 ans pour avoir des retombées perceptibles. Donc, cela devient très critique, puisque la mise en route des premiers investissements post-coloniaux a échoué pour des raisons de corruption et de problèmes de maintenance. Dans le cadre du PPTE, il faut non

« Qu'est-ce qui empêche la Côte d'Ivoire de créer la route du cacao pour attirer des voyageurs du monde entier ? »

leurs, il faut examiner la répartition dans les trois grands secteurs : primaire (agricole), secondaire (industrie) et tertiaire (services). Dans le cas ivoirien, en 2011, le secteur des services a augmenté d'environ 6 %, le secteur agricole de 4,41 %, et l'industrie de 5,47 %. Ce sont donc les services qui ont connu une réelle embellie.

Quelle est la source de cette croissance ivoirienne en 2012 ?

traditionnel d'Abidjan est envisagé (avec + 3 000 employés à revenu élevé avec leur besoin en logements, consommation, loisirs...), ou celui du siège de l'Organisation internationale de cacao. Par ailleurs, toujours au niveau des services, surtout de la téléphonie, beaucoup de petits métiers se sont créés. Ensuite, il y a eu une embellie à l'exportation avec la filière cacao, car la Côte d'Ivoire a maintenu sa production. L'écono-

seulement investir dans ces trois secteurs, mais aussi veiller à ce que ce soit efficace.

Pourquoi avoir déclaré que le marché ouest-africain était assez grand pour que les économies des pays de cette zone n'aient pas besoin d'exporter hors de ce marché ? Sur quoi fondez-vous cette analyse ?

Cette analyse est fondée sur trois choses : la première est que les pays et les marchés sur lesquels les Africains peuvent exporter, à savoir les marchés européen, américain et asiatique, et ce malgré les efforts de l'Organisation mondiale du commerce, continuent de mettre en place des barrières non tarifaires qui empêchent les jeunes entrepreneurs africains d'exporter leurs produits. Une approche aurait été pour ces jeunes africains d'aller s'installer dans ces pays comme les Japonais l'ont fait avec les usines Toyota aux États-Unis pour que la question de l'exportation ne se pose plus. Hélas, les PME africaines n'ont pas cette capacité.

Le deuxième point est que les gouvernements africains ont les yeux rivés depuis 50 ans sur les exportations « traditionnelles » et, à l'exception des pays comme le Ghana qui a mis un programme conséquent sur cette problématique, ils négligent les exportations non conventionnelles. J'ai en projet un ouvrage sur les exportations non conventionnelles en Afrique, dont la sortie est programmée courant 2013. Je prends pour exemple un produit emblématique de l'exportation ivoirienne qui s'appelle Didier Drogba, rémunéré

en milliards de FCFA. Le gouvernement ivoirien ne peut-il pas réfléchir avec lui, sachant qu'il engrange des milliards, sur un moyen de les réinvestir en la Côte d'Ivoire, pourquoi pas en créant des centres de formation de football dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire devenant des pépinières à même de produire d'autres Didier Drogba pour les clubs européens ? Ce sont des réflexions de ce type que les gouvernements africains doivent se focaliser également, et pas uniquement les exportations traditionnelles (cacao, palmier à huile, canne à sucre, hévéa) alors que ces filières sont saturées du fait de leur faible dynamique dans la transformation.

Troisième point, le tourisme, qui est une exportation implicite. La Nouvelle Zélande a subventionné le film *Hobbit* à hauteur de 120 millions de dollars : il y a aujourd'hui un circuit touristique sur le parcours du tournage. Ces stratégies ne sont encore perçues en Afrique, bien qu'il y ait la matière. Qu'est-ce qui empêche la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, de créer la route du cacao, thème de tourisme accrocheur pour attirer des voyageurs du monde entier ? Les exemples foisonnent : il faut se refocaliser sur nos marchés intérieurs, d'autant que nous avons des textes de libre circulation, sans droits de douane, dans la zone CEDEAO. Pour conclure, notons que d'après les prévisions, dans 25 ans la classe moyenne la plus large du monde sera l'Afrique, donc le marché du monde sera en Afrique

avec une population de 1,6 milliards à couvrir en besoins de tous genres.

Pourquoi l'Afrique ?

L'Afrique parce qu'elle a trois potentiels combinés que les autres continents n'auront pas : une population forte et jeune donc un vaste marché autonome, des ressources minières et géologiques importantes, et une diaspora africaine établie dans tous les pays du monde et qui a acquis une richesse (voir l'évolution des taux de transferts d'argent vers l'Afrique) et comblé le gap technologique.

Parce que la Chine a mis en place une politique de limitation des naissances qui ralentit sa croissance démographique. Les pays européens et américains (du nord) ont un problème de fertilité et de mode de vie qui entraîne la réduction de leurs populations. L'Afrique est le seul lieu où la population croît à un rythme inchangé. Donc, nous, Africains, au lieu de courir sur d'autres marchés, nous devons nous refocaliser sur nos propres marchés avant que la concurrence du monde entier ne vienne nous surprendre.

Propos recueillis par Christian Lapeyre

(1) Économiste et historien britannique né en 1926 à Newcastle upon Tyne (Grande Bretagne), mort en 2010 à Neuilly-sur-Seine (France), il fut professeur émérite à l'université de Groningue. C'est l'un des auteurs les plus influents dans le domaine de l'analyse historique et comparative de la croissance économique.

BIOEXPRESS

Le Pr Samuel Mathey est professeur d'économie, de stratégie et de management, spécialisé dans les questions de dette, de financement et d'entrepreneuriat. Il est titulaire d'un doctorat américain en économie (PhD) et d'un MBA des universités Delaware et d'Ohio State, ainsi que d'une maîtrise en économie monétaire et économétrie et d'un diplôme de fin d'études en comptabilité (2000).

Actuellement professeur permanent à l'Université de Nancy 2-ICN-Business school, il a enseigné aux États-Unis, où il a aussi travaillé avec de grands cabinets de conseil, d'audit et d'expertise comptable (notamment KPMG et PwC) et été consultant pour Sinoconnect, l'un des instruments stratégiques de l'action économique de la Chine aux États-Unis et au travers duquel la Chine sélectionne les start-up américaines de secteurs-clés où elle n'hésite pas à prendre des actions. Il est membre de plusieurs associations, notamment le Black MBA Association, puissante organisation regroupant l'intelligentsia du business noir américain.

Il a dirigé et participé à plusieurs missions d'études et séminaires sur le secteur privé dans plusieurs pays d'Afrique, y compris la Côte d'Ivoire.



P. Samuel Mathey,
expert en stratégie et
en management.

Arsène Elomson